



- 2 -

siège de l'état-major jusque tard dans la nuit de mardi à mercredi en vue de mettre au point les détails de la prise du pouvoir et de convaincre les réticents. Mercredi en fin de matinée, après une ultime réunion, il semble que toutes les dispositions étaient arrêtées pour la réalisation du coup.

La politique intérieure suivie par Haïdalla et ses tentatives d'instaurer un pouvoir personnel seraient à l'origine de sa destitution. Un communiqué du CMSN radiodiffusé le 13 décembre au soir critique en effet sévèrement sa politique intérieure et affirme que "le président déchu avait érigé le gaspillage, la corruption et le pouvoir personnel en système de gouvernement". Il lui reproche également d'avoir détourné de ses objectifs la nouvelle politique de pêche et souligne que les structures d'éducation des masses pour mobiliser les Mauritaniens autour des tâches de développement "ont failli être détournées au profit du culte de la personnalité". Cette concentration des pouvoirs aurait battu en brèche la collégialité de la direction militaire, prévue après le coup d'Etat qui renversa le régime civil du président Ould Daddah le 10 juillet 1978.

Cette arrivée des militaires ne fut pas synonyme de stabilité. Le pouvoir était chancelant depuis lors, le problème saharoui ne cessant de diviser les responsables. Après l'éviction d'Ould Daddah par Ould Saleck, celui-ci fut lui-même écarté en avril 1979 pour être remplacé par Mohamed Mahmoud Ould Louly, qui ne fit qu'un bref passage à la tête de l'Etat. C'est à ce moment que, par un habile jeu de pouvoir et d'alliance, Khouna Ould Haïdalla accéda à la magistrature suprême du pays, exerçant par la même occasion les fonctions de premier ministre (4 janvier 1980).

L'avènement de ce militaire de carrière de 40 ans allait marquer un tournant important dans la nouvelle orientation mauritanienne. Originaire du Sahara occidental (Tris El Gharbia) et appartenant à la tribu des Regueibat, d'origine essentiellement sahraouie, il était tout naturellement prédisposé à une sympathie pour le Front Polisario, au rang duquel on compterait une bonne partie de sa famille, l'autre vivant au Sahara occidental. Le 27 février 1984, il reconnaissait la RASD, contre l'avis du premier ministre et de la majorité des membres du CMSN. Depuis 1980, il avait réussi à se maintenir au pouvoir malgré plusieurs tentatives de renversement. Il avait d'ailleurs dû procéder à un certain nombre de remaniements ministériels et il avait même, pendant quelques mois, confié la présidence du gouvernement à un civil, M. Sid'Ahmed Ould Bnejara, arrêté l'an dernier à la suite d'une tentative de coup d'Etat.

Le nouveau chef de l'Etat est âgé de 43 ans. Il est né dans la ville d'Atar, située à quelque 500 km au nord-est de Nouakchott. C'est un militaire de carrière. Il fait partie des premiers officiers formés par la France pour encadrer la nouvelle armée mauritanienne après l'accès du pays à la souveraineté, le 28 novembre 1960. Il a joué un rôle important dans le déroulement des opérations durant la guerre

./.

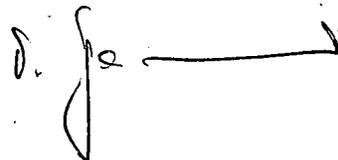
- 3 -

du Sahara occidental, dans laquelle la Mauritanie s'est pleinement engagée de 1975 à 1979. En 1976, il était adjoint du chef d'état-major chargé des opérations. Il sera ensuite nommé commandant de la région nord et, en 1978, chef d'état-major adjoint de l'armée, poste qu'il n'occupera pas longtemps. Lors de la prise du pouvoir par les forces armées le 10 juillet 1978, il est nommé ministre de la défense jusqu'en 1979, puis ministre chargé du secrétariat permanent du CMSN. En juin 1979, il devient commandant de la gendarmerie nationale et, en avril 1980, chef d'état-major de l'armée. A partir d'avril 1981, il occupe les fonctions de premier ministre et de ministre de la défense. Une dizaine de jours après la reconnaissance de la RASD, le 8 mars 1984, il est écarté du pouvoir en raison de profondes divergences avec le chef de l'Etat et reprend les fonctions de chef d'état-major de l'armée. Le nouveau chef de l'Etat est crédité d'une grande probité et a surtout la réputation d'être un indépendant par rapport aux courants politiques qui traversent la Mauritanie. C'est un nationaliste intransigeant qui passe pour être compétent, efficace et intègre. Il jouit d'une grande estime au sein de l'armée.

Il semble, d'après la composition du nouveau CMSN, que la plupart de ses anciens membres aient approuvé le coup d'Etat. Seuls 5 de ces derniers (y compris l'ex-président) ont été écartés: le commandant Ould Zein (commandant de la gendarmerie), le lt-colonel Athie Amath (ex-ministre de l'enseignement supérieur), le colonel Ould Hussein (ex-ministre conseiller auprès du président) et le capitaine de vaisseau Moustapha Diop (directeur de la sûreté). Le nouveau chef de l'Etat aurait été désigné à la tête du CMSN à l'issue d'un vote.

Une nouvelle équipe gouvernementale a été formée le 13 décembre 1984. Elle comprend 17 portefeuilles, dont 2 de vice-ministres. On y note 8 nouveaux membres, 4 anciens et 5 permutations.

L'Ambassadeur de Suisse



(M. Jeanrenaud)